



RCS : EVRY

Code greffe : 7801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1980 B 00086

Numéro SIREN : 317 866 374

Nom ou dénomination : INTERDATA

Ce dépôt a été enregistré le 28/11/2016 sous le numéro de dépôt 15628

INTERDATA

Société par actions simplifiée au capital de 530.995 €
Siège social : 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette
317 866 374 R.C.S. Evry

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 11 OCTOBRE 2016

Le 11 octobre 2016,

A 18 heures,

Les associés de la société Interdata, société par actions simplifiée au capital de 530.995 €, dont le siège social se situe 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro 317 866 374 (la « Société »), se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège de la société Groupe Baelen situé 59 boulevard Exelmans, 75016 Paris, sur convocation faite par le Président le 3 octobre 2016, à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- *Lecture du rapport du Président ;*
- *Lecture du rapport du Commissaire aux apports ;*
- *Lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur la réduction de capital ;*
- *Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société Pedrena Enterprises B.V. par la Société ; Pouvoirs à conférer au Président dans ce cadre ;*
- *Augmentation de capital « technique », sous condition suspensive, d'un montant de 10 € par augmentation de la valeur nominale des actions de la Société par incorporation partielle du report à nouveau ; Pouvoirs à conférer au Président dans ce cadre ;*
- *Augmentation de capital, sous condition suspensive, d'un montant de 522.300 € par émission de 6.000 actions nouvelles corrélativement à l'opération de fusion ; Pouvoirs à conférer au Président dans ce cadre ;*
- *Réduction de capital, sous condition suspensive, d'un montant de 530.830,90 € par annulation de 6.098 actions auto-détenues corrélativement à l'opération de fusion ; Pouvoirs à conférer au Président dans ce cadre ;*
- *Affectation de la prime de fusion ;*
- *Dissolution sans liquidation de la société Pedrena Enterprises B.V. ;*
- *Pouvoirs au Président dans le cadre de la fusion et en particulier, autorisation à donner au Président à l'effet de signer la déclaration de régularité et de conformité prévue par l'article L.236-6, alinéa 3 du Code de commerce ;*
- *Pouvoirs en vue des formalités.*

La société Groupe Baelen, Président de la Société, représentée par Monsieur Pierre Baelen, préside la séance.

La société FCN, Commissaire aux comptes titulaire de la Société, régulièrement convoquée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 3 octobre 2016, est absente et excusée.

Madame Luce Blanchard et Monsieur Rudy Haemmerlin, membres délégués du Comité d'entreprise régulièrement convoqués le 3 octobre 2016, sont absents et excusés.



La feuille de présence, certifiée exacte par le Président de séance, permet de constater que les associés présents et représentés possèdent ensemble la totalité des actions composant le capital social ; l'assemblée générale extraordinaire peut en conséquence valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- le rapport du Président,
- le projet de traité de fusion entre la Société (absorbante) et la société Pedrena Enterprises B.V. (société absorbée) en date du 30 juin 2016 et ses annexes (le « **Projet Commun de Fusion Transfrontalière** »),
- le rapport sur la valeur des apports prévu par l'article L. 236-10 du Code de Commerce, établi par Monsieur Florent Belliard, Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des associés de la Société le 15 juin 2016,
- le rapport du Commissaire aux comptes sur la réduction de capital non motivée par des pertes, par annulation d'actions auto-détenues à la suite de l'opération de fusion,
- le certificat de dépôt au Greffe du Tribunal de commerce d'Evry en date du 19 juillet 2016 du **Projet Commun de Fusion Transfrontalière**,
- le certificat de dépôt au Greffe du Tribunal de commerce d'Evry en date du 2 septembre 2016 du rapport sur la valeur des apports établi par le Commissaire aux apports,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes, des membres délégués du Comité d'entreprise et des associés,
- un exemplaire des statuts actuels de la Société et un exemplaire du projet de statuts de la Société postérieurement à la fusion,
- les comptes annuels approuvés et les rapports de gestion y afférents sur les trois derniers exercices tant de la Société que de la société absorbée,
- l'attestation de conformité des actes et formalités préalables à la fusion délivrée par le greffier du Tribunal de commerce d'Evry en date du 5 octobre 2016,
- et plus généralement l'ensemble des documents visés par le Code de commerce pour ce type d'opération.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives, réglementaires et statutaires :

- ont été adressés aux associés et/ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions,
- ont été communiqués au Commissaire aux comptes dans les délais prévus par lesdites dispositions, ainsi qu'aux membres délégués du Comité d'entreprise.

L'assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Puis le Président donne lecture de son rapport, du rapport du Commissaire aux apports ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes sur la réduction de capital non motivée par des pertes.

Ces lectures terminées, le Président informe l'assemblée :

- de la publication au BODACC, le 22 juillet 2016, de l'avis du projet de fusion de ces sociétés ;
- de l'absence d'opposition des créanciers à l'opération de fusion tel que cela ressort du certificat délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry en date du 5 septembre 2016 ;
- de l'absence de modification importante des actifs et passifs de la Société et de la société absorbée intervenue entre la date du **Projet Commun de Fusion Transfrontalière** et ce jour ;



- du fait que le Projet Commun de Fusion Transfrontalière, le rapport du Commissaire aux apports, le rapport du Président, les comptes annuels approuvés et les rapports de gestion y afférents sur les trois derniers exercices des sociétés concernées par l'opération de fusion ont été tenus à la disposition des associés de chacune des sociétés concernées par la fusion au siège social dans les conditions prévues par l'article R. 236-3 du Code de commerce, soit un mois au moins avant la présente assemblée,
- du fait que le rapport sur la valeur des apports établi par le Commissaire aux apports a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce d'Evry huit (8) jours au moins avant la présente assemblée, conformément aux dispositions de l'article R. 123-107, 3° du Code de commerce,
- du fait que, conformément aux dispositions de l'article L. 236-30 alinéa 2 du Code de commerce, la Société (absorbante) et la société Pedrena Enterprises B.V. (société absorbée) ont approuvé le Projet Commun de Fusion Transfrontalière dans les mêmes termes,
- du fait que les dispositions du titre VII du livre III de la deuxième partie du Code du travail relatives à la participation des salariés dans les sociétés issues de fusions transfrontalières ne s'appliquent pas à la présente fusion dans la mesure où aucune des sociétés participant à l'opération de fusion n'est régie par ces règles,
- du fait que l'attestation de conformité des actes et formalités préalables à la fusion a été délivrée par le greffier du Tribunal de commerce d'Evry conformément aux dispositions de l'article L. 236-29 du Code de commerce.

Enfin, le Président déclare la discussion ouverte et offre la parole à toute personne qui désirerait la prendre.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société Pedrena Enterprises B.V. par la Société ; Pouvoirs à conférer au Président dans ce cadre

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise :

- du rapport du Président,
- du rapport de Monsieur Florent Belliard, Commissaire aux apports, désigné à l'unanimité des associés de la Société le 15 juin 2016,
- du Projet Commun de Fusion Transfrontalière contenant, en particulier, apport à titre de fusion par la société Pedrena Enterprises B.V. (société absorbée), de l'ensemble de ses biens, droits et obligations au profit de la Société (société absorbante), moyennant la prise en charge par cette dernière de la totalité du passif de la société Pedrena Enterprises B.V., cet apport-fusion représentant un actif net apporté de 5.335.959 €,

Approuve dans toutes ses dispositions cette fusion, moyennant en particulier :

- l'engagement pris par la Société de satisfaire à tous les engagements de la société Pedrena Enterprises B.V. et de payer son passif,



- l'attribution à la société IJ Next, associée unique de la société Pedrena Enterprises B.V., de 6.000 actions à créer par la Société à titre d'augmentation de capital à hauteur de 522.300 €,

étant précisé que (i) lesdites actions à créer par la Société seront entièrement assimilées aux autres actions composant le capital de la Société à compter de la réalisation définitive de la fusion et ne confèrent pas de droits particuliers et que (ii) la différence entre la valeur nette des apports ou de la transmission (soit 5.335.959 €) et l'augmentation de capital (soit 522.300 €), à savoir la somme de 4.813.669 €, constituera une prime de fusion qui sera portée au crédit du compte « Prime d'émission, de fusion et d'apport » au bilan de la Société ;

Prend acte que l'assemblée générale de la société Pedrena Enterprises B.V. a également approuvé la présente fusion le 7 octobre 2016 ;

Prend acte que la réalisation définitive de la fusion ne peut être antérieure au contrôle de légalité prévu par l'article L. 236-31 du Code de commerce, et prendra effet au jour où le Président constatera la réalisation dudit contrôle de légalité ;

Confère tous pouvoirs dans ce cadre au Président pour accomplir les formalités y afférentes et constater la réalisation définitive de la fusion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Augmentation de capital « technique », sous condition suspensive, d'un montant de 10 € par augmentation de la valeur nominale des actions de la Société par incorporation partielle du report à nouveau ; Pouvoirs à conférer au Président dans ce cadre

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, après avoir :

- constaté que le capital social s'élève actuellement à la somme de 530.995 €, divisé en 6.100 actions, intégralement libérées,
- rappelé que le compte « Report à nouveau », tel qu'il ressort de l'approbation des comptes clos au 31 décembre 2015 et de l'affectation du résultat de cet exercice, s'élève à la somme de 2.861.911,08 €,

Décide, pour des raisons techniques et afin d'éviter les rompus, d'augmenter le capital social d'un montant de dix (10) €.

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion visée à la première résolution ci-avant, cette opération sera réalisée :

- par voie d'incorporation au capital de cette somme prélevée sur le compte « Report à nouveau », lequel passera ainsi à 2.861.901,08 € ;
- par voie d'élévation de la valeur nominale de chacune des 6.100 actions composant le capital social de la Société, laquelle passera ainsi de 87,0483606557377 € à 87,05 €.



Le capital social de la Société sera en conséquence porté de 530.995 € divisé en 6.100 actions de 87,0483606557377 € de valeur nominale chacune à 531.005 € divisé en 6.100 actions de 87,05 € de valeur nominale chacune.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Président à l'effet de constater la levée de la condition suspensive visée ci-avant et, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée aux termes de la présente résolution et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Augmentation de capital, sous condition suspensive, d'un montant de 522.300 € par émission de 6.000 actions nouvelles corrélativement à l'opération de fusion ; Pouvoirs à conférer au Président dans ce cadre

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, décide, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion visée à la première résolution ci-avant, d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 522.300 € (tel que ce montant ressort du rapport d'échange), par émission de 6.000 actions ordinaires nouvelles de 87,05 € de valeur nominale chacune, directement attribuées à la société IJ Next, associée unique de la société Pedrena Enterprises B.V.

Le capital social de la Société sera en conséquence porté de 531.005 € divisé en 6.100 actions de 87,05 € de valeur nominale chacune (tel que ce montant ressort de l'augmentation de capital décidée à la deuxième résolution qui précède) à 1.053.305 € divisé en 12.100 actions de 87,05 € de valeur nominale chacune.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Président à l'effet de constater la levée de la condition suspensive visée ci-avant et, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée aux termes de la présente résolution et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Réduction de capital, sous condition suspensive, d'un montant de 530.830,90 € par annulation de 6.098 actions auto-détenues corrélativement à l'opération de fusion ; Pouvoirs à conférer au Président dans ce cadre

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président, du rapport du Commissaire aux apports et du rapport du Commissaire aux comptes, après avoir rappelé que la société Pedrena Enterprises B.V. détient 6.098 actions de la Société de sorte que la Société se trouve recevoir ses propres actions dans le patrimoine qui lui est transmis par la société Pedrena Enterprises B.V. dans le cadre de la fusion,

Décide, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion visée à la première résolution ci-avant, de réduire le capital social d'un montant égal à la valeur nominale de ses propres actions qui lui sont transférées, soit 530.830,90 €, lesdites actions se trouvant de fait annulées.

Le capital social de la Société sera en conséquence ramené, après réduction de capital, de 1.053.305 € divisé en 12.100 actions de 87,05 € de valeur nominale chacune (tel que ce montant ressort des augmentations de capital décidées à la deuxième et troisième résolution qui précèdent) à 522.474,10 €, divisé en 6.002 actions de 87,05 € chacune, entièrement libérées.

La différence entre la valeur d'apport des 6.098 actions dans la Société détenues par la Société Pedrena Enterprises B.V. (soit 5.537.387 €), et la valeur nominale des actions annulées (soit 530.830,90 €), soit 5.006.556,10 €, sera imputée sur la prime de fusion qui ressortira en définitive à 0 €. Le solde, soit (192.897,10) € sera imputé sur le report à nouveau qui passera ainsi de 2.861.901,08 € à 2.669.003,98 €.

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au Président à l'effet de constater la levée de la condition suspensive visée ci-avant et, en conséquence, la réalisation définitive de la réduction de capital décidée aux termes de la présente résolution et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

Affectation de la prime de fusion

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, approuve spécialement, et en tant que de besoin, les dispositions du Projet Commun de Fusion Transfrontalière relatives à l'utilisation de la prime de fusion et notamment la clause suivante :

« De convention expresse, la réalisation définitive de la Fusion vaudra autorisation pour le Président de la Société Absorbante de prélever sur ladite prime le montant de tous frais, charges et impôts consécutifs à la Fusion ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

Dissolution sans liquidation de la société Pedrena Enterprises B.V.

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président, prend acte que la société Pedrena Enterprises B.V. sera dissoute de plein droit sans qu'il soit nécessaire de la liquider au jour où le Président de la Société constatera la réalisation définitive de la fusion.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

Pouvoirs au Président dans le cadre de la fusion et en particulier, autorisation à donner au Président à l'effet de signer la déclaration de régularité et de conformité prévue par l'article L.236-6, alinéa 3 du Code de commerce

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, donne, en tant que de besoin, tous pouvoirs au Président, agissant par lui-même, ou par un mandataire spécialement habilité, à l'effet de signer d'une part tout acte confirmatif, complémentaire ou rectificatif qui pourrait être nécessaire à la réalisation de l'opération de fusion entre la Société et la société absorbée, d'autre part la déclaration de régularité et de conformité prévue par l'article L. 236-6, alinéa 3 du Code de commerce, et enfin d'accomplir plus généralement toutes formalités utiles à la réalisation de la fusion, faire toutes déclarations, toutes significations et notifications à quiconque, en cas de difficultés, engager ou suivre toutes instances.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

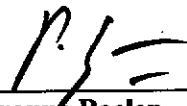
Pouvoirs en vue des formalités

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président de séance.



Groupé Baelen
Représentée par Pierre Baelen
Président

INTERDATA

Société par actions simplifiée au capital de 530.995 €
Siège social : 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette
317 866 374 R.C.S. Evry

(la « Société »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 31 OCTOBRE 2016

Le 31 octobre 2016,

La société GROUPE BAELEN, société par actions simplifiée au capital de 700.000 €, dont le siège social est situé 59, boulevard Exelmans - 75016 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 815 145 263, Président de la Société, elle-même représentée par son Président, Monsieur Pierre Baelen,

Après avoir rappelé ce qui suit :

1. Dans le cadre du projet de fusion transfrontalière entre la Société et la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. par voie d'absorption de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. par la Société, un projet commun de fusion transfrontalière a été signé entre ces deux sociétés le 30 juin 2016 et déposé :
 - le 30 juin 2016 au Greffe de la Chambre de commerce des Pays-Bas pour la société PEDRENA ENTERPRISES B.V.,
 - le 19 juillet 2016 au Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry pour la Société.
2. Ce projet commun de fusion prévoit que la fusion par voie d'absorption de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. par la Société et la dissolution sans liquidation de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. qui en résulte ne seront réalisées qu'à compter du jour de la réalisation de l'ensemble des conditions suspensives suivantes :
 - approbation de la fusion par l'assemblée générale de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V.,
 - approbation de la fusion par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société, et
 - contrôle de la légalité de la réalisation de la fusion par le greffier du Tribunal de commerce d'Evry dans les conditions des articles L. 236-30 et R. 236-20 du Code de commerce.
3. La fusion a été approuvée :
 - le 7 octobre 2016 par l'assemblée générale de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V., et
 - le 11 octobre 2016 par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société.
4. Le certificat de légalité a été délivré par le greffier du Tribunal de commerce d'Evry le 14 octobre 2016.

5. Lors de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société du 11 octobre 2011, il a été décidé, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la fusion :
- d'augmenter le capital social de la somme de 10 € par incorporation de réserves par élévation de la valeur nominale des actions de la Société de 87,0483606557377 € à 87,05 €,
 - d'augmenter le capital social de 522.300 € par création et émission de 6.000 actions nouvelles corrélativement à l'opération de fusion,
 - de réduire le capital social d'un montant de 530.830,90 €, par annulation des 6.098 actions de la Société auto-détenues résultant de la fusion,
 - de donner tous pouvoirs au Président à l'effet de constater la levée de la condition suspensive et, en conséquence, la réalisation définitive des opérations d'augmentation et de réduction de capital et de procéder à la modification corrélatrice des statuts.

A pris les décisions suivantes :

- *Constatation de la réalisation définitive de la fusion par voie d'absorption de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. par la Société ; constatation de la dissolution sans liquidation de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. ; constatation de la réalisation des opérations d'augmentation et de réduction de capital de la Société consécutives à la fusion ;*
- *Modification corrélatrice des articles 6 (Apports) et 7 (Capital social) des statuts de la Société ;*
- *Pouvoirs pour les formalités.*

I. Constatation de la réalisation définitive de la fusion par voie d'absorption de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. par la Société ; constatation de la dissolution sans liquidation de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. ; constatation de la réalisation des opérations d'augmentation et de réduction de capital de la Société consécutives à la fusion

Le Président constate, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 11 octobre 2016, que les conditions suspensives telles que stipulées dans le projet commun de fusion transfrontalière sont réalisées et qu'en conséquence :

- la fusion par voie d'absorption de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. par la Société et la dissolution sans liquidation de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. qui en résulte se trouvent définitivement réalisées avec effet à compter de ce jour, conformément aux dispositions de l'article L. 236-31, 2° du Code de commerce ;
- les opérations d'augmentation et de réduction de capital de la Société décidées par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société du 11 octobre 2016 et rappelées ci-avant sont définitivement réalisées ;
- le capital social de la Société s'élève désormais à la somme de 522.474,10 € et est divisé en 6.002 actions de 87,05 € de valeur nominale chacune.

II. Modification corrélatrice des articles 6 (Apports) et 7 (Capital social) des statuts de la Société

En conséquence de ce qui précède, le Président décide, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 11 octobre 2016 de modifier les statuts de la Société comme suit :

- (i) il est ajouté à la fin de l'article 6 (Apports) des statuts de la Société un paragraphe rédigé comme suit :

« **ARTICLE 6 - APPORTS**

[...]

Lors de la fusion par voie d'absorption de la société Pedrena Enterprises B.V. par la Société décidée par l'assemblée générale extraordinaire de la Société le 11 octobre 2016, le capital a été :

- *augmenté de la somme de 10 € par élévation de la valeur nominale des actions de la Société,*
- *augmenté de 522.300 € par création et émission de 6.000 actions nouvelles,*
- *réduit d'un montant de 530.830,90 €, par annulation des 6.098 actions de la Société auto-détenues résultant de la fusion.*

La réalisation définitive de ces opérations d'augmentation et de réduction de capital a été constatée par le Président lors de sa réunion du 31 octobre 2016. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

- (ii) l'article 7 (Capital social) des statuts de la Société est modifié comme suit :

« **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent vingt-deux mille quatre cent soixante-quatorze euros et dix centimes (522.474,10 €).

Il est divisé en six mille deux (6.002) actions de quatre-vingt-sept euros et cinq centimes (87,05 €) de valeur nominale chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie. »

L'en-tête des statuts est modifié en conséquence.

III. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Le Président confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de la Société, en quatre exemplaires originaux.

Enregistré à : POLE D'ENREGISTREMENT DE PALAISEAU

Le 23/11/2016 Bordereau n°2016/834 Case n°12

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

La Contrôleuse des finances publiques

Sylvia MORNET
Contrôleur des Finances Publiques



GROUPE BAELEN

Représentée par Pierre Baelen
Président

Fax 2675

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

LES SOUSSIGNEES,

TMF NETHERLANDS B.V., représentée par Ilaria de Lucia et Yolanda Ortola Martinez, agissant en qualité de gérant de la société **PEDRENA ENTERPRISES B.V.**, société à responsabilité limitée (« besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid ») de droit néerlandais, au capital de 20.000 euros, ayant son siège statutaire à Rotterdam (Pays-Bas) et établi à Herikerbergweg 238, 1101 CM Amsterdam (Pays-Bas), immatriculée au Registre du commerce de la Chambre de commerce sous le numéro de dossier 24294182, dûment habilitée à l'effet des présentes,

ET,

GROUPE BAELEN, représentée par Monsieur Pierre Baelen, agissant en qualité de Président de la société **INTERDATA**, société par actions simplifiée au capital de 522.474,10 €, ayant son siège social 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette, et ayant pour numéro unique d'identification 317 866 374 R.C.S. Evry, dûment habilitée à l'effet des présentes,

EXPOSE

1. Le projet étant né d'une fusion entre la société INTERDATA et la société PEDRENA ENTERPRISES B.V., le Président de la société INTERDATA et le gérant de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. ont, conformément aux dispositions légales et réglementaires, arrêté et signé le projet de traité de fusion des sociétés INTERDATA et PEDRENA ENTERPRISES B.V., en date du 30 juin 2016.

Ce projet de traité précise notamment :

- la forme, la dénomination et le siège social des sociétés participantes,
- le rapport d'échange des titres,
- les modalités de remise des titres de la société issue de la fusion transfrontalière, la date à partir de laquelle ces titres donnent droit aux bénéficiaires ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit,
- la date à partir de laquelle les opérations des sociétés qui fusionnent seront, du point de vue comptable, considérées comme accomplies pour le compte de la société issue de la fusion transfrontalière,
- les droits accordés par la société issue de la fusion transfrontalière aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions ou des parts représentatifs du capital social ou les mesures proposées à leur égard,
- tous avantages particuliers attribués aux experts qui examinent le projet de fusion transfrontalière ainsi qu'aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent,
- des informations concernant l'évaluation du patrimoine actif et passif transféré à la société issue de la fusion transfrontalière,
- les dates des comptes des sociétés qui fusionnent utilisés pour définir les conditions de la fusion transfrontalière,
- les statuts de la société issue de la fusion transfrontalière,
- les effets probables de la fusion transfrontalière sur l'emploi.



Il stipule enfin que la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. se trouvera dissoute de plein droit sans qu'il soit nécessaire de la liquider, à l'issue de la décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société INTERDATA, absorbante, constatant la réalisation définitive de la fusion.

2. Les associés de la société INTERDATA, absorbante, ont décidé/déclaré, par acte sous seing privé en date du 15 juin 2016, de :
- renoncer à l'unanimité à la désignation d'un commissaire à la fusion, conformément aux dispositions de l'article L. 236-10, II du Code de commerce,
 - nommer Monsieur Florent Belliard en qualité de commissaire aux apports, conformément aux dispositions de l'article L. 236-10, III du même Code, et d'écarter, conformément au droit néerlandais, l'application de l'article 2:313 alinéa 1 et la première phrase de l'article 2:328 alinéa 1 et alinéa 2 du Code civil néerlandais.

Les associés de la société INTERDATA et de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. ont donné leur accord, le 15 juin 2016, pour que soit écartée l'application de :

- l'article 2:313 alinéa 1 du Code civil néerlandais conformément à l'article 2:313 alinéa 4 du même Code si bien que la gérance/direction de chacune des Parties n'est pas tenue de rédiger un rapport dans lequel sont explicités les motifs de la Fusion accompagné de l'exposé des conséquences attendues pour les activités ainsi qu'un commentaire portant sur les aspects juridiques, économiques et sociaux ; et
 - la première phrase de l'article 2:328 alinéa 1 et alinéa 2 du Code civil néerlandais conformément à l'article 2:328 alinéa 6 du Code civil néerlandais, si bien qu'il n'est pas nécessaire qu'un expert-comptable, désigné par la gérance/direction comme visé à l'article 2:393 du Code civil néerlandais, examine la proposition de fusion et il n'y a pas lieu de demander que celui-ci déclare que, à son opinion, vu notamment les documents joints, le rapport d'échange des parts sociales /actions est raisonnable et, de ce fait, il n'est pas davantage requis que l'expert-comptable rédige un rapport dans lequel celui-ci expose son avis par rapport aux communications visées à l'article 2:327 du Code civil néerlandais.
3. Un exemplaire du projet commun de fusion transfrontalière a été déposé :
- le 30 juin 2016 au Greffe de la Chambre de commerce des Pays-Bas pour la société PEDRENA ENTERPRISES B.V., absorbée,
 - le 19 juillet 2016 au Greffe du Tribunal de Commerce d'Evry pour la société INTERDATA, absorbante.
4. L'avis relatif au projet de fusion a été inséré au :
- Journal officiel néerlandais « Trouw » le 6 juillet 2016 pour ce qui concerne PEDRENA ENTERPRISES B.V.,
 - Journal d'annonces légales « Journal Spécial des Sociétés » le 20 juillet 2016 pour ce qui concerne INTERDATA.
5. Un avis relatif au projet de fusion a, par ailleurs, été publié dans la Gazette du gouvernement néerlandais (Staatscourant) le 7 juillet 2016 pour ce qui concerne PEDRENA ENTERPRISES B.V. et au BODACC (Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales) le 22 juillet 2016 pour ce qui concerne INTERDATA.

Cette publication n'a été suivie d'aucune opposition à la fusion émanant des créanciers sociaux dans le délai de 30 jours prévu par la réglementation en vigueur en France et aux Pays-Bas.

6. L'ensemble des documents devant être mis à la disposition des associés au siège social de chacune des sociétés l'ont été dans les délais légaux, réglementaires et statutaires. Par ailleurs, le rapport du Commissaire aux apports relatif à l'évaluation des apports a été déposé au greffe du Tribunal de Commerce d'Evry le 2 septembre 2016.
7. Conformément aux dispositions des articles L. 236-6 et L. 236-29 du Code de commerce, il a été procédé au dépôt, le 5 octobre 2016, d'une déclaration de régularité et de conformité des actes et formalités préalables à la fusion auprès du greffe du tribunal de commerce d'Evry.
8. Conformément aux dispositions des L. 236-6 et R. 236-17 du Code de commerce, le greffier du Tribunal de commerce d'Evry a émis, le 5 octobre 2016, une attestation de conformité des actes et formalités préalables à la fusion.
9. L'associée unique de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V., société absorbée, a approuvé le 30 septembre 2016 le projet commun de fusion transfrontalière par absorption de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. par la société INTERDATA et a décidé la dissolution de PEDRENA ENTERPRISES B.V. au jour de la réalisation définitive de la fusion.
10. L'assemblée générale de la société INTERDATA, société absorbante, a approuvé le 30 septembre 2016 postérieurement à la décision de l'associée unique de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V., le projet commun de fusion transfrontalière par absorption de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. par la société INTERDATA.

Elle a, corrélativement, constaté la réalisation de la fusion, de l'augmentation de capital technique d'un montant de de 10 €, de l'augmentation de capital résultant de l'apport-fusion d'un montant de 522.300 €, puis de la réduction de capital par annulation de 6.098 de ses propres actions reçues au titre du patrimoine transmis par la société PEDRENA ENTERPRISES B.V., d'un montant de 530.830,90 €. Elle a décidé de modifier, en conséquence, les articles correspondants des statuts (article 6 et 7) et constaté la dissolution sans liquidation de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V.

11. L'avis concernant la réalisation de la fusion, les opérations d'augmentation et de réduction de capital de la société INTERDATA a été publié dans le journal d'annonces légales « Journal Spécial des Sociétés », en date du 26 novembre 2016.

Ceci exposé, il est passé aux déclarations ci-après.

DECLARATIONS

Les soussignées, ès qualité, déclarent, sous leur responsabilité et les peines édictées par la loi, que :

- la fusion des sociétés PEDRENA ENTERPRISES B.V. et INTERDATA par absorption de la première par la seconde a été régulièrement réalisée conformément à la loi et aux règlements,
- la société PEDRENA ENTERPRISES B.V. est définitivement dissoute,
- la société INTERDATA a régulièrement augmenté, puis réduit son capital dans les conditions stipulées au contrat de fusion en rémunération des apports faits par PEDRENA ENTERPRISES B.V.,
- les modifications corrélatives des statuts de la société INTERDATA ont été réalisées en conformité de la loi et des règlements,
- un exemplaire du procès-verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire de la société INTERDATA ayant approuvé la fusion, et un exemplaire du procès-verbal des décisions du Président de la société INTERDATA ayant constaté la réalisation définitive de la fusion, de la dissolution sans liquidation de la société PEDRENA ENTERPRISES B.V., et des opérations d'augmentation et de réduction de capital seront déposés, avec deux originaux de la présente déclaration, au greffe du Tribunal de commerce d'Evry. A ce dépôt, sera jointe une copie certifiée conforme des statuts de la société INTERDATA mis à jour.

La présente déclaration a été effectuée conformément aux dispositions de l'article L. 236-6 du Code de commerce.

Fait à Paris et à Amsterdam,

Le 15 novembre 2016

En cinq (5) exemplaires.



INTERDATA

Représentée par GROUPE BAELEN
Elle-même représentée par Pierre Baelen


I. de Lucia
Proxy Holder A.
Y. Ortola Martinez
Proxy Holder B.

PEDRENA

Représentée par TMF NETHERLANDS B.V.
Elle-même représentée par Ilaria de Lucia et
Yolanda Ortola Martinez

INTERDATA

Société par actions simplifiée au capital de 522.474,10 euros
Siège social : 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette
317 866 374 R.C.S. Evry

Certifié conforme

02/11/16

P. J.

STATUTS

Mis à jour par décisions du Président en date du 31 octobre 2016
(Fusion par voie d'absorption de la société Pedrena Enterprises B.V.)

ARTICLE 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée le 31 janvier 1980. Elle a été transformée en société anonyme par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 1982.

Aux termes de l'assemblée générale mixte en date du 27 décembre 2012, la Société a été transformée en société par actions simplifiée. La Société est régie par les lois et règlements en vigueur applicables aux sociétés par actions simplifiée, notamment les dispositions applicables du Code civil et du Code de commerce et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs associés sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

La Société ne peut procéder à des opérations d'offre au public de titres financiers au sens de l'article L.411-1 alinéa 1 du Code Monétaire et Financier.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société conserve pour objet :

- L'achat, la vente et la fabrication de tout matériel électronique et plus spécialement relevant du domaine de la téléinformatique ;
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : « **INTERDATA** ».

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du capital social et de son numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés d'Evry.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 5 bis, chemin des Graviers - 91190 Gif-sur-Yvette.

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe par le Président, qui dispose dans ce cas des pouvoirs pour modifier les statuts, cette décision ne nécessitant pas de ratification par l'associé unique ou, le cas échéant, par la collectivité des associés.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société reste fixée à soixante-quinze (75) ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale mixte du 29 juin 2001, le capital social a été converti en euros, suivant la méthode globale.

Lors de la fusion par voie d'absorption de la société Pedrena Enterprises B.V. par la Société décidée par l'assemblée générale extraordinaire de la Société le 11 octobre 2016, le capital a été :

- augmenté de la somme de 10 € par élévation de la valeur nominale des actions de la Société,
- augmenté de 522.300 € par création et émission de 6.000 actions nouvelles,
- réduit d'un montant de 530.830,90 €, par annulation des 6.098 actions de la Société auto-détenues résultant de la fusion.

La réalisation définitive de ces opérations d'augmentation et de réduction de capital a été constatée par le Président lors de sa réunion du 31 octobre 2016.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent vingt-deux mille quatre cent soixante-quatorze euros et dix centimes (522.474,10 €).

Il est divisé en six mille deux (6.002) actions de quatre-vingt-sept euros et cinq centimes (87,05 €) de valeur nominale chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par une décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

9.1. Actions de numéraire

En cours de vie sociale, les actions de numéraire sont libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du Président, dans des conditions qu'il fixe et dans un délai qui ne peut excéder cinq (5) ans à compter de la date d'émission desdites actions.

Les appels de fonds et la date à laquelle les sommes correspondantes doivent être versées sont portés à la connaissance des associés, quinze (15) jours calendaires au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge ou par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

L'associé qui n'effectue pas les versements exigibles sur les actions à leur échéance est, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, redevable à la Société d'un intérêt de retard calculé jour par jour, à partir de la date de l'exigibilité, au taux légal en matière commerciale.

La Société dispose, pour obtenir le versement de ces sommes, du droit d'exécution et des sanctions prévues par les articles L.228-27 et suivants du Code de commerce.

9.2. Actions d'apport

Les actions d'apport sont intégralement libérées dès leur émission.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

11.1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2. Les associés ou l'associé unique ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

11.3. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

11.4. A chaque action est attaché un droit de vote donnant droit à une voix.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

12.1. Forme

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est simultanément inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert, à moins que les cessionnaires desdites actions reprennent expressément l'engagement de libération du solde aux termes d'un acte écrit.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

12.2. Négociabilité

Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions créées sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

12.3. Agrément

- a) Sauf en cas de cession entre associés, tout projet de cession de titres de capital de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société (ci-après les « Titres »), doit être notifié à la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre décharge ou par courrier électronique avec accusé de réception. La notification doit contenir les nom, prénoms, adresse ou les dénomination, forme juridique et siège social du cessionnaire, le nombre des actions à céder, le prix, les conditions et modalités de paiement de la cession envisagée.
- b) Le Président doit décider si la cession projetée est acceptée ou refusée. Cette décision n'a pas à être motivée.

Le Président notifie la décision au cédant dans le délai de trois (3) mois à compter du jour de la notification de sa demande. A défaut de notification effectuée dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis et la cession peut intervenir.

- c) Si le Président n'a pas agréé le cessionnaire proposé par le cédant, il est tenu de faire racheter les actions, soit par un ou plusieurs associé (s) ou tiers, soit par la Société en vue d'une réduction du capital social, dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification au cédant de la décision dont il résulte que l'agrément n'a pas été accordé. Toutefois, en cas de désaccord sur le prix de rachat avec le cédant et de mise en place de la procédure prévue au paragraphe d), le délai de rachat des titres du cédant pourra être prorogé par décision du Président.
- d) En cas de désaccord avec le cédant sur le prix de rachat, le Président fera procéder à l'expertise prévue à l'article 1843-4 du Code civil et, à cet effet, faire toutes mises en demeure jugées opportunes. Toutes notifications à intervenir en application de la présente clause sont valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Pour l'application des alinéas précédents, le Président doit proposer le rachat des actions à chacun des associés.

- e) En cas de pluralité de candidatures d'associés, les actions à racheter sont réparties entre les candidats au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent, à la date de la notification à la Société du projet de cession non agréé et dans la limite de leur demande ; le reliquat, s'il en existe, est affecté aux associés dont les demandes ne sont pas entièrement satisfaites, en respectant le prorata ci-dessus et ainsi de suite jusqu'à affectation totale, l'arrondi étant toujours fait à l'unité inférieure. Le reliquat, s'il en existe un, est ensuite proposé à une ou plusieurs personne(s) choisie(s) par le Président ou racheté par la Société comme précisé ci-dessus.
- f) Sauf application de ce qui est dit infra au sujet des frais et honoraires d'expertise, l'associé cédant peut retirer son offre de vente, à tout moment du délai imparti pour la réalisation effective du rachat de ses actions et, par conséquent, rester définitivement titulaire des actions dont le projet initial de cession n'a pas été agréé.
- g) A défaut de rachat effectif de la totalité des actions concernées dans le délai de trois (3) mois, éventuellement prorogé par le Président, à compter de la notification au cédant de la décision dont il a résulté que l'agrément du projet initial de cession n'a pas été accordé, ce projet est réputé agréé.
- h) Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge, moitié du cédant, moitié du cessionnaire, au prorata du nombre d'actions acquises. S'il vient à renoncer à la cession après désignation de l'expert, l'associé cédant supporte la totalité des frais et honoraires d'expertise. Si la défaillance d'une partie ou de la Société vient à provoquer l'agrément tacite du projet initial de cession, le défaillant supporte l'intégralité des frais et honoraires d'expertise.
- i) Les dispositions de l'article 12.3 s'appliqueront à toutes cessions ou mutations à titre gratuit ou onéreux, hors cessions entre associés, sous quelque forme que ce soit, en ce compris, notamment, apport en société, apport partiel d'actif, liquidation, fusion ou scission, ou portant sur la propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou tous droits dérivants d'une valeur mobilière ou y donnant droit et, alors même qu'elles auraient eu lieu par voie d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice.

ARTICLE 13 - PRESIDENT

13.1. Statut du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

13.2. Nomination du Président

Au cours de la vie sociale, le Président est nommé, renouvelé et remplacé par l'associé unique ou, le cas échéant, par décision collective des associés. La durée du mandat du Président est fixée dans la décision qui le nomme. Sa rémunération éventuelle est fixée par décision collective des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique.

13.3. Cessation des fonctions du Président

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir les associés ou, le cas échéant, l'associé unique, trente (30) jours calendaires au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé lors de la consultation de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique, qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président est révocable à tout moment, sans préavis, par la collectivité des associés ou, le cas échéant, par décision de l'associé unique. La révocation du Président n'a pas à être motivée.

13.4. Pouvoirs du Président

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique, pourra limiter les pouvoirs du Président.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, à l'exception de la représentation de la Société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée.

Toutefois, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, le Président ne peut déléguer à un autre organe ou une autre personne le pouvoir d'arrêter les comptes annuels, le cas échéant les comptes consolidés, et le rapport de gestion à présenter à l'approbation de l'associé unique.

ARTICLE 14 - DIRECTEUR GENERAL

14.1. Statut du Directeur Général

La collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique peut, sur proposition du Président, nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, pour l'assister dans l'accomplissement de ses fonctions.

14.2. Nomination du Directeur Général

Au cours de la vie sociale, le Directeur Général est nommé et renouvelé par décision de la collectivité des associés ou, le cas échéant, de l'associé unique. La durée du mandat du Directeur Général est fixée dans la décision qui le nomme. Sa rémunération éventuelle est fixée par décision collective des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique.

14.3. Cessation des fonctions du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès ou la dissolution, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Directeur Général peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir le Président trois (3) mois au moins à l'avance, ce délai pouvant être réduit ou supprimé par décision de ce dernier.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Président, moyennant un préavis fixé par ce dernier qui ne pourra excéder une durée de trois (3) mois. La révocation du Directeur Général n'a pas à être motivée.

14.4. Pouvoirs du Directeur Général

L'étendue des pouvoirs du Directeur Général est fixée dans la décision qui le nomme.

A titre de mesure interne, non opposable aux tiers, la collectivité des associés ou, le cas échéant, l'associé unique pourra décider de limiter les pouvoirs du Directeur Général.

Dans l'hypothèse où le pouvoir de représentation de la Société serait conféré au Directeur Général dans la décision qui le nomme, la Société sera engagée dans ses rapports avec les tiers, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Même en cas de pouvoir de représentation de la Société, le Directeur Général ne sera pas habilité pour consentir un agrément en application de l'article 12.3 des présents statuts, ni pour prendre des décisions qui relèvent uniquement du pouvoir du Président en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, LES DIRIGEANTS ET L'UN DE SES ASSOCIES

15.1. Associé unique

Toutes conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé directement ou par personne interposée entre la Société et (i) son Président, (ii) le Directeur Général, (iii) l'un de ses dirigeants, (iv) l'associé unique ou (v) une société contrôlant l'associé unique au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce si ce dernier est une société, doivent faire l'objet d'un rapport du Président sur lequel il sera statué lors de la consultation annuelle de l'associé unique. L'associé unique statue sur ce rapport.

Conformément aux dispositions de l'article L.227-10, dernier alinéa du Code de commerce, il est fait mention de la délibération au registre des décisions de l'associé unique.

15.2. Pluralité d'associés

Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il en a été nommé un, présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, le Directeur Général, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, si l'associé est une société, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

15.3 Les procédures visées aux articles 15.1 et 15.2 ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales et ne s'appliquent pas aux différents éléments de rémunération du Président et du Directeur Général, dès lors qu'ils ont été préalablement décidés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

15.3. Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et au Directeur Général.

ARTICLE 16 - DECISIONS DES ASSOCIES

16.1 Compétence des associés

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- (i) augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- (ii) émission de tous titres ou autres droits donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, en ce compris notamment toute émission ou attribution de bons de souscription d'actions ou de parts de créateur d'entreprise, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou d'actions gratuites de la Société,
- (iii) toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actifs,
- (iv) transformation de la Société en une autre forme,
- (v) prolongation de la durée de la Société,
- (vi) dissolution de la Société,
- (vii) constatation de la clôture de la liquidation de la Société,
- (viii) nomination du (ou des) liquidateur(s), fixation de la durée de ses (leurs) fonctions, renouvellement de ses (leurs) fonctions, détermination de ses (leurs) pouvoirs et des autorisations nécessaires à l'exercice de ses (leurs) fonctions, approbation des comptes sociaux pendant la période de liquidation,
- (ix) nomination, renouvellement et révocation des Commissaires aux comptes,
- (x) approbation des comptes annuels, le cas échéant des comptes consolidés, affectation des résultats et approbation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entre la Société et ses dirigeants ou associés,
- (xi) nomination, renouvellement et révocation du Président, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
- (xii) nomination et renouvellement du Directeur Général, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération,
- (xiii) toute insertion, modification ou suppression de clauses statutaires relatives à :
 - l'inaliénabilité des actions,
 - l'agrément préalable des Transferts de titres,
 - l'obligation d'un associé de Transférer ses titres,
 - la suspension de l'exercice du droit de vote d'un associé,
 - l'augmentation des engagements des associés,
 - au changement de nationalité de la Société,
- (xiv) plus généralement toutes modifications statutaires, à l'exception a) du transfert du siège en tout autre lieu du même département ou dans un département limitrophe qui peut être décidée par le Président et b) de celles décidées par le Président en vertu d'une délégation de compétence accordée par l'associé unique,
- (xv) toute décision qui serait prévue par la Loi.

En cas de pluralité d'associés, ces décisions sont prises par ces derniers dans les conditions des articles 16.2, 16.3 et 16.4 ci-après.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, et le cas échéant du Directeur Général.

Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il en a été nommé un, est averti de toute décision de l'associé unique.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

16.2 Pluralité d'associés

Les décisions collectives sont prises à l'initiative du Président, soit en assemblée réunie au siège social ou en tout lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation écrite, soit par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle), soit par courrier électronique. Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés, donné dans un acte.

Le ou les Commissaires aux comptes ou un mandataire de justice peuvent également convoquer une assemblée d'associés dans les conditions et selon les modalités prévues par l'article L.225-103 du Code de commerce.

16.2.1 Assemblées d'associés

Les associés se réunissent en assemblée, sur convocation de leur Président, au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

La convocation est faite par tous moyens huit (8) jours à l'avance. L'assemblée peut toutefois se réunir sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le Président et en son absence par un associé désigné par les associés convoqués à l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par toute autre personne désignée à cet effet. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou télex. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Il est signé une feuille de présence dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires applicables aux sociétés anonymes.

16.2.2 Consultations écrites

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date d'envoi (par télécopie ou tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve) des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit.

Le vote est formulé sous le texte des résolutions proposées et, pour chaque résolution, par les mots « oui » ou « non ». La réponse dûment datée et signée par l'associé est adressée à la ou aux personnes qui ont pris l'initiative de la consultation, par télécopie ou par tout autre moyen permettant de rapporter la preuve de ladite réponse.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

16.2.3 Délibérations par voie de téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle)

Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, le Président de séance établit dans les meilleurs délais, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance indiquant :

- l'identité des associés participant aux délibérations, et le cas échéant des associés qu'ils représentent ;
- l'identité des associés ne participant pas aux délibérations (non votants) ;
- le nom du Président de séance ;
- pour chaque résolution, le sens des votes respectifs des associés (adoption, abstention ou rejet).

Le Président de séance en adresse une copie par télécopie ou par tout autre moyen à chacun des associés. Les associés ayant participé aux délibérations lui en retournent une copie, dans les meilleurs délais, après signature, par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve. En cas de mandat, une preuve des mandats lui est également envoyée avant l'ouverture des délibérations par télécopie ou par tout autre moyen permettant d'en rapporter la preuve.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés comme indiqué ci-dessus sont conservées au siège social.

Une décision est réputée être prise à l'endroit où se trouve le Président de séance.

16.2.4 Courrier électronique

Si le Président l'autorise pour un plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par voie de courrier électronique (e-mail).

Ce courrier électronique contient le nom, l'adresse de l'associé, la date et l'heure d'envoi.

Le Président conserve une copie sur support papier du courrier électronique reçu et visible à l'écran de son ordinateur.

Cette copie certifiée conforme est annexée au procès-verbal de la consultation.

Pour que le courrier électronique soit admis comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision, un vote par « oui » ou par « non », soit nettement exprimé ; à défaut, l'associé est considéré comme s'abstenant. L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la Société de tout incident technique lié à l'envoi du courrier électronique.

16.2.5 Acte sous seing privé

Les associés, à la demande du Président, prennent les décisions dans un acte.

L'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document vaut prise de décision.

Le ou les Commissaires aux comptes, s'il en a été nommé, sont tenus informés des projets d'actes emportant prise de décision ; une copie de l'acte projeté leur est adressée sur simple demande.

Cet acte doit contenir : les conditions d'information des associés et, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre ; la nature précise de la décision à adopter ; les nom et prénom et le nombre d'actions de chacun des signataires du document.

Un original de cet acte reste en possession de la Société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre des procès-verbaux, en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les nom et prénoms de tous les signataires de cet acte.

Pour les besoins des tiers ou des formalités, le Président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

16.3 Décisions extraordinaires

Il s'agit des décisions emportant adoption ou modification des clauses statutaires.

16.3.1 Quorum

La collectivité des associés, réunie extraordinairement, ne peut délibérer valablement que si les associés, présents ou représentés ou votant par correspondance ou par courrier électronique, possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote.

16.3.2 Majorité

Les décisions extraordinaires sont prises à la majorité de 50 % des voix des associés présents et représentés plus une action, sauf autres majorités prévues par les présents statuts ou par les dispositions du Code de commerce.

16.4 Décisions ordinaires

Il s'agit de toutes les décisions autres que celles emportant adoption ou modification des clauses statutaires et notamment les décisions concernant les Commissaires aux comptes ou l'approbation des comptes et la distribution des bénéfices.

16.4.1 Quorum

La collectivité des associés, réunie ordinairement, ne peut délibérer valablement que si les associés, présents ou représentés, ou votant par correspondance ou par courrier électronique, possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

16.4.2 Majorité

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité de 50 % des voix des associés présents et représentés plus une action.

16.5 Le Commissaire aux comptes, lorsqu'il en a été nommé un, doit être invité à participer à toute réunion de la collectivité des associés, en même temps et dans la même forme que les associés. Il en est de même des représentants du personnel ou délégués du Comité d'Entreprise ; les demandes d'inscription de projets de résolutions adressées le cas échéant par le Commissaire aux comptes obéissent au régime prévu pour les demandes d'inscription formulées par le Comité d'Entreprise.

ARTICLE 17 - PROCES-VERBAUX

Les décisions de la collectivité des associés ou de l'associé unique, quel qu'en soit le mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotées dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Ces feuilles ou ces registres sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président de séance.

Les procès-verbaux doivent indiquer le mode de délibération, la date de délibération, le nom du Président de séance, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote des associés (adoption, abstention ou rejet) et le cas échéant les mentions visées à l'article 16 ci-avant.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président, ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le ou les liquidateurs.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 19 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés doit statuer sur les comptes annuels au moins une fois par an.

ARTICLE 20 - RESULTATS SOCIAUX

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 21 - CONTROLE DES COMPTES

Lorsque la Loi l'y oblige, le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les Commissaires aux comptes sont nommés pour six (6) exercices sociaux. Leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés, appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social suivant leur nomination.

ARTICLE 22 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

En ce qui concerne les demandes d'inscriptions, émanant du Comité d'entreprise, des projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées, le Président en accusera réception, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par un moyen de télécommunication, dans un délai de cinq (5) jours à compter de leur date de réception.

Ces projets de résolutions seront inscrits à l'ordre du jour et soumis à la collectivité des associés ou à l'associé unique.

ARTICLE 23 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

23.1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de la collectivité des associés.

23.2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Du point de vue juridique, la transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

23.3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.

23.4. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 24 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, entre les associés ou entre un associé et la Société, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

ARTICLE 25- FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts et ceux qui en seront la suite ou la conséquence sont à la charge de la Société.